



Conditions Générales d'Abonnement (CGA)

Pour l'abonnement de prestations juridiques pour les entreprises, édition 2022

Information à la clientèle

Vous trouverez ci-après les principales informations sur notre compagnie et les éléments du contrat.

Vos droits et vos obligations, ainsi que ceux du cabinet, émanent du contrat d'abonnement, des conditions générales d'abonnement (CGA) ainsi que de la législation correspondante (CO suisse).

Qui est Justicia SA

Justicia SA (ci-après « Justicia ») est un cabinet juridique suisse composé de juristes et de juristes détenteurs du brevet d'avocat. A ce titre, il n'est pas une assurance mais propose une assistance juridique sur tous les domaines du droit.

Le cabinet offre à ses clients une gamme illimitée de prestations juridiques, notamment le conseil juridique, l'accompagnement dans différentes procédures administratives, la rédaction de contrats ou encore la représentation en justice du client.

Nos abonnements juridiques

Justicia offre la possibilité de souscrire plusieurs types d'abonnements juridiques, octroyant diverses gammes de prestations. Les abonnements sont au nombre de 2 (deux) et se nomment PREMIUM et PLATINUM. Les prestations selon les contrats sont les suivantes :

Variante PREMIUM :

- Conseils juridiques et oraux illimités ;
- Nombre de cas à l'année illimité ;
- Aucun plafond de prestation ;

- Traitement du dossier en week-end, vacances et jours fériés ;
- Economie sur les honoraires de nos notaires, jusqu'à 50% de leurs honoraires ;
- 54 domaines du droit compris ;
- Extension du service aux domaines partiellement pris en charge ;
- Accompagnement dans des démarches juridiques/administratives ;
- Mise à disposition d'un juriste pour les rdv juridiques (AG, signature de contrat, etc.).

Variante PLATINUM :

- Attaque et défense juridique ;
- Conseils juridiques oraux et écrits illimités ;
- Rédaction juridique illimitée (courriers) ;
- Représentation en justice de l'abonné ;
- Financement des coûts (honoraires d'avocats, frais judiciaires) ;
- 30 domaines du droit compris dans la formule ;
- Prise en charge partielle des cas en cours.
- Variante PREMIUM incluse ;
- Traitement prioritaire du dossier ;
- Traitement du dossier uniquement par les associés du cabinet.

Extension contractuelle :

Forfait additionnel à la variante choisie de CHF 500.00 annuels, comprenant la lecture, l'optimisation et la rédaction des contrats de l'entreprise.





Nos tarifs

Le montant de l'abonnement dépend de la formule d'abonnement souhaitée. Les informations relatives au prix sont contenues dans le contrat d'abonnement.

Qui est abonné

Est abonnée l'entreprise inscrite sur le contrat.

Quelles sont vos obligations en tant que preneur d'abonnement

Le preneur d'abonnement doit payer le prix. **Tout cas déclaré avant le paiement du prix sera considéré comme un « cas en cours », et sera partiellement pris en charge selon les conditions en page 5.**

Le preneur d'abonnement doit déclarer ses cas juridiques sans délai. Tout retard dans la communication d'un litige qui occasionnerait pour Justicia SA une impossibilité d'exécuter ses prestations sera entièrement imputable au client.

Où cet abonnement est-il valable ?

L'abonnement juridique est valable en Suisse et à l'étranger, en cas d'application du droit suisse.

Début et fin de l'abonnement

Les dates de début et de fin de l'abonnement sont inscrites sur votre contrat et dans les présentes CGA.

Etendue et validité

Abonnement Holding

Est abonnée l'entreprise mère, ainsi que les entreprises lui appartenant et figurant sous chiffre 3 du contrat d'abonnement. Chaque entreprise, de même que chaque employé la composant comptera comme un coût variable.

Validité temporelle

Les prestations sont disponibles dès le paiement de la cotisation annuelle et durant toute la durée de validité du contrat.

Est déterminante la date de l'origine effective de l'événement, de la violation des obligations contractuelles, de la menace d'une procédure ou de la formation de la volonté d'une partie à poursuivre une action en justice.

Abonnement immobilier

Toutes les versions d'abonnement intègrent la prise en charge de 3 biens immobiliers au maximum (3 appartements ou maisons). Pour tous les biens excédents ce nombre, chaque

bien devra être ajouté au contrat et chaque bien comptera comme un coût variable.

Cas en cours

Les cas recensés avant l'entrée en vigueur de l'abonnement sont des « cas en cours ». En particulier, est un cas en cours, le cas :

- Dans lequel l'abonné a déjà reçu un courrier de la partie adverse, une convocation au tribunal ou devant une autorité ;
- Dans lequel l'abonné a reçu des menaces, indices ou toute autre preuve qu'un litige pourrait éclater ;
- Dans lequel le cas est la conséquence directe ou indirecte d'un autre cas antérieur étroitement lié ;
- Dans lequel le cas résulte d'événements dont la source prend naissance avant le paiement de la cotisation annuelle et/ou de l'entrée en vigueur de l'abonnement.





Justicia SA

Prestations de l'abonnement

Prestations

Les prestations auxquelles l'abonné a droit grâce à son abonnement sont les suivantes :

- I. Le conseil juridique oral et écrit illimité ;
- II. La rédaction illimitée de courriers juridiques ;
- III. L'accompagnement dans des procédures administratives ;
- IV. La représentation en justice par Justicia SA ou des avocats partenaires externes.

Par « conseil juridique », nous entendons une description des normes légales en vigueur et de la jurisprudence afférente à la thématique juridique concernant le client.

L'attention de l'abonné est attirée sur le fait que le contenu des conseils écrits qui lui sont soumis n'a pas un caractère exhaustif. Il s'agit d'une description globale des normes

applicables au cas d'espèce, avec des conseils pour la résolution du cas.

Limitations

Justicia SA dispense ses services selon la formule d'abonnement choisie par le client.

Le traitement des cas se limitent aux cas dans lesquels l'entreprise cliente est partie à une procédure.

En cas de conflit de nature privée, les dirigeants d'entreprise devront souscrire un abonnement privé.

Franchise

Il n'existe aucune franchise.

TVA

La TVA de 7.7% s'ajoute à la cotisation (N° TVA CHE-260.182.288)..

Domaines du droit pris en charge et financement

Prestations complètes

Les domaines du droit totalement pris en charge sont énumérés ci-dessous. Par prestations complètes, Justicia SA entend financer entièrement les coûts suivants :

- Coûts liés aux honoraires et frais de Justicia SA ;
- Coûts administratifs liés à l'activité de Justicia SA ;
- Avance de frais pour payer les honoraires d'avocats externes ;
- Avance de frais pour payer les tribunaux ;
- Avance de frais pour payer les expertises ordonnées par un tribunal.

L'avance de frais de Justicia SA se fait sous forme d'un prêt à taux d'intérêt de 0% auprès de l'abonné (prêt selon le CO suisse). Le cabinet obtient remboursement du prêt grâce aux dépens judiciaires à toucher en plus des prétentions du client, en fin de procédure et en cas de victoire. En cas de défaite, le prêt est également remboursable selon les modalités convenues entre les Parties.



Justicia SA

Justicia SA – Avenue des Grandes-Communes 8, 1213 Petit-Lancy – Suisse
Tél: +41 22 716 92 60 – www.justicia.ch – info@justicia.ch



Justicia SA

Domaines du droit totalement pris en charge selon version d'abonnement

Version Premium et Platinum (partiellement pris en charge dès le n° 35)

- 1) Droit pénal administratif
- 2) Aide aux victimes d'infractions
- 3) Réclamation de dommages et intérêts
- 4) Droit des assurances sociales
- 5) Droit des assurances privées
- 6) Droit du bail à loyer
- 7) Droit du bail à ferme
- 8) Droit fiscal (réclamation)
- 9) Droit du travail (droit privé)
- 10) Droit du travail (droit public)
- 11) Droit du voisinage
- 12) Droit des poursuites
- 13) Droit médical
- 14) Contrats en relation avec des véhicules
- 15) Droit de l'internet
- 16) Droits réels portant sur des biens meubles
- 17) Oppositions aux permis de construire
- 18) Procédure de retrait de permis
- 19) Droit des associations
- 20) Droit des PPE
- 21) Droit des contrats
- 22) Droit d'auteur
- 23) Droit du design
- 24) Droit du voyage
- 25) Droit constitutionnel
- 26) Utilisation du domaine public
- 27) Droits fondamentaux
- 28) Droit des biens culturels
- 29) Droit de la personnalité
- 30) Protection des données
- 31) Droit du sport
- 32) Contrats d'entreprise
- 33) Droit bancaire et financier
- 34) Droit administratif
- 35) Droit des sociétés
- 36) Droit des sûretés
- 37) Hypothèques légales
- 38) Droit de l'environnement
- 39) Planification fiscale et patrimoniale
- 40) Droit fiscal suisse (en dehors des réclamations)
- 41) Droit fiscal international
- 42) Droit des constructions et du logement
- 43) Promotions immobilières
- 44) Droit international privé
- 45) Droit international public
- 46) Droit de la concurrence déloyale
- 47) Droit pharmaceutique
- 48) Droit des cartels
- 49) Droit de la concurrence déloyale
- 50) Aménagement du territoire
- 51) Droit des sociétés cotées
- 52) Droit des marques
- 53) Droit des brevets
- 54) Acquisition, fusion et cession d'entreprises

Extension contractuelle

Rédaction, lecture, optimisation de contrats.

Prestations partielles et prestations notariées

Pour les domaines partiellement pris en charge et les cas antérieurs, la prise en charge est partielle, à hauteur de 50%, et ne concerne que les honoraires des prestataires.

Pour l'activité de Justicia SA, les honoraires réduits à charge du client se monteront à

CHF 150.00/heure au lieu de CHF 300.00/heure.

Pour nos avocats partenaires, le cabinet part sur un tarif uniforme de base de CHF 450.00/h pour l'ensemble des cantons suisses. Les honoraires réduits se situeront entre CHF 200.00/h et CHF 250.00/h et ce, peu importe le canton.



Justicia SA

Justicia SA – Avenue des Grandes-Communes 8, 1213 Petit-Lancy – Suisse
Tél: +41 22 716 92 60 – www.justicia.ch – info@justicia.ch



Nos notaires partenaires sont également à disposition, avec une économie de leurs honoraires jusqu'à 50% (plafond à 50%), selon la matière et le cas soumis par le client.

Dans tous les cas pris partiellement en charge, il n'existe pas de libre choix de l'avocat

Annnonce d'un litige

Annnonce

Dès que la personne abonnée a pris connaissance d'un litige dans lequel elle est partie, elle doit en informer Justicia SA sans délais et par écrit. En cas de retard dans l'annonce du cas, le cabinet décline toute responsabilité.

La procédure d'annonce est la suivante et doit être absolument respectée :

- 1) Annonce d'un cas par courriel et/ou téléphone ;
- 2) A la suite de l'annonce du cas, l'abonné doit écrire un résumé succinct des faits, réunir les documents pertinents et les envoyer à info@justicia.ch.
- 3) Tout litige est ensuite exclusivement traité par Justicia SA, tant que l'affaire n'est pas portée devant les tribunaux.
- 4) Dès le stade de l'introduction d'une requête en justice, le client peut prétendre à la mise à disposition d'un avocat, dans la limite des CGA.

Coopération

La personne abonnée doit fournir au cabinet, de même qu'au représentant mandaté, toutes les informations utiles au traitement de son dossier. Il s'engage également à fournir des allégués reflétant la stricte vérité et s'abstiendra de toute omission ou déclaration erronée. En cas d'omission ou de déclaration erronée démontrant la mauvaise foi du client, Justicia SA peut refuser de continuer le cas.

Choix de l'avocat

Tous les cas sur lesquels les compétences de Justicia SA ne sont pas épuisées doivent impérativement être traités par Justicia SA. Dans une telle hypothèse, tout recours à un tiers se fera à charge du client concerné. Sur demande et en accord avec les CGA et Justicia SA, Justicia SA soumettra un avocat au client.

En tous les cas, le client devra toujours soumettre à Justicia SA la demande de recours à un avocat tiers.

La personne abonnée s'engage à ne mandater aucun représentant légal, à n'engager aucune procédure ou mesure judiciaire, à ne déposer aucun recours sans le consentement écrit du cabinet. Dans le cas contraire, Justicia SA est libérée de toutes ses obligations.

Pour les domaines du droit partiellement pris en charge et pour les cas en cours, le client ne dispose pas du libre choix de l'avocat.

Pour les domaines pris en charge totalement, le client possède le libre choix de l'avocat, sous réserve du devoir d'annonce ci-dessus.

Divergences d'opinions

Si Justicia SA constate que le cas n'a pas de chances de succès élevées, Justicia SA peut refuser de prendre totalement le cas en charge. Cependant, même en cas de préavis négatif, l'abonné pourra toujours accéder aux partenaires de Justicia SA avec un tarif honoraire réduit de 50%. En cas de prise en charge partielle, le choix de l'avocat ne sera pas libre.





Justicia SA

Dispositions finales

Désistement du contrat

Dès la signature du contrat, le client est pleinement engagé.

Païement du prix

Les abonnements d'une cotisation de CHF 2'000.00 maximum doivent être réglés en une fois.

Les abonnements d'une cotisation supérieure peuvent être réglés deux mensualités.

Assistance judiciaire

Le cabinet se réserve le droit de demander l'assistance judiciaire du canton avant toute mise à disposition des fonds.

Procédure de rappel

En cas de retard dans le délai du paiement de la cotisation, un premier rappel sera émis et facturé CHF 25.00. En cas de non-paiement de ce premier rappel dans le délai imparti, un second rappel sera émis et facturé CHF 50.00.

Recouvrement

Les Parties reconnaissent que le contrat et les présentes CGA constituent une reconnaissance de dette et donc un titre de mainlevée au sens de l'art. 82 LP.

Renouvellement

Faute de résiliation dans un délai de 3 mois maximum avant l'échéance du contrat, le contrat se renouvelle pour une année supplémentaire, automatiquement.

Protection des données

Toutes les données liées au dossier client sont confidentielles et gardées au cabinet.

For et droit applicable

Le contrat et les CGA sont soumis exclusivement au droit matériel suisse. Le for est au siège de la société, à Genève.

Mise à jour des CGA

Seule la dernière version des CGA, disponible sur le site, est applicable.

Faute grave

En cas de faute grave, le cabinet se réserve le droit de rompre le contrat de manière immédiate. Sont considérées comme fautes graves, notamment, des situations dans lesquelles :

- L'abonné ment sur les faits et/ou sur les conditions d'utilisation de l'abonnement ;
- L'abonné adopte un comportement injurieux ou violent à l'égard de la société, que ce soit durant ses échanges avec le cabinet ou sur les réseaux.



Justicia SA

Justicia SA – Avenue des Grandes-Communes 8, 1213 Petit-Lancy – Suisse
Tél: +41 22 716 92 60 – www.justicia.ch – info@justicia.ch